

Décryptage

Haut-Karabakh : pourquoi l'attaque de l'Azerbaïdjan était inévitable

L'Azerbaïdjan, qui a une nouvelle fois agressé l'enclave arménienne du Haut-Karabakh, veut exclure les 120 000 Arméniens historiquement présents sur ce territoire.



Image extraite d'une vidéo du ministère des Affaires étrangères du Nagorno-Karabakh montrant les dégâts causés par une frappe de l'Azerbaïdjan, à Stepanakert, le 20 septembre 2023.

[afp.com/-](https://www.afp.com/)

Par Emma Collet

Publié le 20/09/2023 à 15:12

Partager cet article

Les sirènes ont retenti sourdement à Stepanakert, la capitale autoproclamée de l'enclave du Haut-Karabakh - que se disputent depuis des décennies l'Arménie et l'Azerbaïdjan -, le 19 septembre, aux alentours de midi. Elles appelaient les 120 000 Arméniens de ce territoire à se mettre à l'abri des bombardements des forces de Bakou, qui ont duré toute la journée. L'armée azérie a lancé une "opération

antiterroriste", après avoir annoncé la mort de 7 policiers et de 2 civils dans l'explosion d'une mine par des séparatistes du Haut-Karabakh.

Bakou affirme vouloir viser les infrastructures militaires illégales du Haut-Karabakh et épargner les civils. Mais les observateurs sur place livrent un bilan humain déjà très lourd : au moins 32 civils morts en une journée, et environ 200 blessés, sans compter les zones où la communication a été perdue. Plusieurs villages de l'enclave sont désormais encerclés par l'armée, et 7 000 personnes de 16 localités ont été déplacées à l'intérieur du Karabakh, d'après le Défenseur des droits Gegham Stepanyan.

Alors que les bombes pleuvaient sur l'enclave arménienne, le jour de l'opération militaire, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a dénoncé une "attaque à grande échelle", en précisant que son pays "n'interviendra pas militairement". Au lendemain, ce mercredi, les autorités du Haut-Karabakh ont accepté un cessez-le-feu avec l'Azerbaïdjan, sur une suggestion des soldats russes de maintien de la paix. Les conditions impliquent le désarmement complet et la dissolution des forces armées de l'enclave, ainsi que des discussions autour de la "réintégration, la protection des droits et la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh" entre la population locale et les représentants de l'Azerbaïdjan.

LIRE AUSSI >> [Haut-Karabakh : aux confins de l'Arménie, un drame à huis clos](#)

Une attaque très prévisible

La situation a un amer goût de déjà-vu. Depuis les années 1990, l'enclave fait l'objet de conflits entre ces deux anciennes républiques soviétiques du Caucase. Après plusieurs guerres éclair, l'Arménie essuie une défaite en 2020, et laisse son rival azéri s'emparer de la totalité des sept districts azerbaïdjanais entourant le Haut-Karabakh. Les objectifs de l'Azerbaïdjan sont toujours les mêmes : "continuer de pousser à l'exil les Arméniens présents sur son territoire pour prendre complètement le contrôle de l'enclave", explique Richard Giragosian, analyste américano-arménien spécialiste de la géopolitique du Caucase.

Une nouvelle offensive de l'Azerbaïdjan était prévisible depuis longtemps. Nikol Pachinian, qui, lors de pourparlers cette année, avait déjà fait des concessions en reconnaissant le Haut-Karabakh comme partie intégrante de l'Azerbaïdjan, n'avait rien obtenu de son homologue azéri Ilham Aliiev. Celui-ci a toujours refusé de garantir la sécurité des Arméniens du Karabakh, estimant qu'il s'agit d'une "question interne". Les observateurs internationaux craignent un "nettoyage ethnique" de ces Arméniens par les autorités azéries.

Signe particulièrement inquiétant, depuis près de dix mois, la route reliant l'Arménie au Haut-Karabakh, le corridor de Latchine, est bloquée par les militaires azéris, ce qui empêche le ravitaillement de la population. Au bord de la famine, seuls quelques

rare secours ont eu accès à l'enclave, les Arméniens survivent avec peine. Pain et gasoil se font de plus en plus rares, comme le montrent des images de files d'attente interminables devant les magasins depuis plusieurs semaines.

"L'impunité des attaques de l'Azerbaïdjan ces trois dernières années a laissé le champ libre à Ilham Aliiev", estime Taline Papazian, directrice d'Armenia Peace Initiative et enseignante à Sciences Po Aix. "Du côté de l'Azerbaïdjan, il y a une certaine hâte à régler la question du Karabakh. Le pays utilise la force, et il en a les moyens."

LIRE AUSSI >> Contre Poutine, la volte-face du Premier ministre arménien Nikol Pachinian

Le jeu trouble de Moscou

Le contexte de cette nouvelle offensive est toutefois différent de la guerre de 2020, en raison de la détérioration des relations entre l'Arménie et la Russie. Moscou est pourtant l'allié historique d'Erevan, isolée entre les puissances inamicales turques et azerbaïdjanaises. Mais le contingent russe de 2 000 casques bleus, déployé au Haut-Karabakh après le cessez-le-feu de 2020, n'a jamais été en mesure d'empêcher les nombreuses actions militaires azerbaïdjanaises. "La Russie a prouvé son incapacité à maintenir la paix dans le Caucase, surtout depuis qu'elle s'enlise dans la guerre en Ukraine", selon Richard Gigarosian.

C'est pourquoi, plusieurs jours avant la nouvelle attaque, Nikol Pachinian a fait volte-face. Le souverainiste arménien a qualifié "d'erreur" le fait d'avoir confié pratiquement entièrement son intégrité territoriale et la sécurité du Haut-Karabakh à la Russie. Il est même allé jusqu'à ratifier intégralement le Statut de Rome, qui prévoit d'arrêter Vladimir Poutine s'il se rendait en Arménie. Une posture irritante pour Moscou, car elle signe les prémices d'un rapprochement entre l'Arménie et l'Ouest.

De son côté, le ministère des Affaires étrangères russe s'est contenté de condamner l'escalade entre les deux pays, et a reconnu avoir été informé "des opérations" peu avant leur démarrage par Bakou. "Pour une puissance censée maintenir la paix et protéger la vie des Arméniens dans la région du Haut-Karabakh, cette réaction ne peut que questionner" explique Taline Papazian, qui n'exclut pas la possibilité que Bakou ait reçu un "assentiment silencieux" de la Russie pour entamer sa nouvelle attaque.

LIRE AUSSI >> La grande solitude géopolitique de l'Arménie, par Frédéric Encel

Soutien occidental en question

L'Arménie ne peut, en théorie, plus compter que sur l'Occident pour soutenir la sécurité de la population du Haut-Karabakh. "Cette situation a au moins l'avantage

d'éclaircir la situation, analyse Richard Gigarosian. Désormais, si on laisse faire l'Azerbaïdjan, c'est un aveu de faiblesse dangereux de l'Occident face à la Russie !"

"Le soutien occidental pour les Arméniens du Haut-Karabakh n'ira pas au-delà des mots. Et si une attaque survenait contre l'Arménie même, elle serait seule dans les faits", relativise Taline Papazian, selon qui "l'Occident ne souhaite pas s'engager pour une entité [le Haut-Karabakh] dont elle estime que légalement, elle fait partie de l'Azerbaïdjan. Seul l'aspect humanitaire est aujourd'hui pris en compte par la communauté internationale, et dans une acception restreinte. Les Etats souhaitent une solution dite 'raisonnable' à ce conflit, sans effusion de sang directe". Lâché de tous, le Haut-Karabakh, territoire séparatiste non reconnu internationalement, n'a alors jamais été aussi proche d'une intégration totale à l'Azerbaïdjan.